

BULLETIN d'INFORMATION numéro 12 – 18 février 2019 morceaux choisis autour de l'Islam Politique, d'ici et d'ailleurs

« L'homme politique qui a besoin des secours de la religion pour gouverner n'est qu'un lâche! Or, jamais un lâche ne devrait être investi des fonctions de chef de l'État. » Mustapha Kemal ATATURK

Nos élus sont-ils au-dessus des lois ?

Le samedi 16 février, l'Union des Mosquées de France a organisé à la Mosquée ANNOUR d'Orléans-la-Source une conférence sur le thème « *islam, laïcité et coexistence pacifique* ». Le projet d'organisation d'une conférence politique à l'intérieur d'une mosquée aurait dû faire réagir la Préfecture, en application de l'article 26 de la loi du 9 décembre 1905 : « *il est interdit de tenir des réunions politiques dans des locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte* ».



Mais c'est l'inverse qui se produit : le Préfet du Loiret (et de la Région Centre-Val-de-Loire) a envoyé à cette conférence son délégué Monsieur Thierry MAUBERT ; trois élus de la République sont venus y assister, et même y participer activement par des discours tenus à la tribune qui était placée devant le *mihrab* : Monsieur Soufiane SANKHON, adjoint au Maire d'Orléans, Madame Marie-Agnès LINGUET, Maire de Fleury-les-Aubrais (UDI) et Vice-présidente de la Métropole et Monsieur Jean-Pierre SUEUR Sénateur (PS) du Loiret.

Les trois vidéos, mises le lendemain sur la page facebook d'Annour, permettent d'analyser précisément le déroulement de cette conférence. Elles peuvent être consultées à partir de :

<https://www.facebook.com/MosqueeOrleansSud/videos/563251367521584/>

La conférence a débuté par un très long exposé de Mohamed MOUSSAOUI, Président de L'Union des Musulmans de France, qui a présidé le Conseil Français des Musulmans de France de 2008 à 2013. Pour lui, la laïcité à la française se limite à la liberté de croyance et à la lutte contre les discriminations : l'Etat est un arbitre neutre, simplement séparé des religions, sur le modèle anglo-saxon, et d'ailleurs la laïcité a été aménagée à 17 reprises depuis 1905. Il soutient le projet actuel d'une nouvelle révision qui permettra d'encourager les transformations des associations culturelles 1901 en associations 1905 disposant d'un nouvel avantage financier : la possibilité qui leur sera offerte de se développer en se lançant dans les affaires, notamment immobilières. Monsieur Moussaoui fait partie de l'aile « progressiste », qui prône un *islam de marché communautaire*. Et, bien entendu, il rappelle que l'essentiel est de lutter contre la radicalité et l'extrémisme, car il veut soigner son image et démontrer l'utilité de son rôle auprès des autorités françaises, et marocaines.

La conférence s'est poursuivie par un exposé de Abderrahmane BOUKILI, imam marocain « globe-trotter », s'exprimant en arabe, mais traduit par monsieur Abbadi. On y trouve tous les poncifs de la prédication salafiste de base : l'islam est tout entier une religion de Paix, chacun y est toujours libre de croire ou ne pas croire, le Prophète a toujours cohabité avec tous les croyants des autres religions, il a toujours interdit aux musulmans d'avoir recours aux armes, le Coran est un hymne à la Paix, à la Miséricorde et à la « coexistence pacifique » (sic), etc...L'imam a également respecté scrupuleusement la rhétorique destinée à placer l'islam en surplomb des principes républicains : selon lui, les musulmans doivent respecter les lois car ce respect est un principe fondamental de l'islam ; les principes laïques de la France sont strictement conformes aux prescriptions du Prophète ; et ils protègent notamment nos mosquées et nos menus de substitution dans les cantines (sic)...**Bref, la laïcité est islamique, et donc les musulmans doivent la respecter !**



Les personnalités servant de cautions républicaines sont ensuite intervenues à la tribune, très brièvement pour monsieur SANKHON (qui s'est contenté de remerciements appuyés), avec émotion pour madame LINGUET, et avec culture et lyrisme pour monsieur le sénateur SUEUR. Pour madame LINGUET, la laïcité c'est *peace and love* (sic), rien ne nous sépare, nous avons la même culture, car nous sommes tous croyants en l'humain ; il faut ramener ensemble les jeunes à la raison, et entre vous et nous c'est *la rose et le réséda* (sic) du poème de 1943 d'Aragon (mais où voit-elle des résistants chez les salafistes ?)

Pour monsieur SUEUR, le quartier de la Source accueille 72 nationalités, et c'est un monde ouvert sans préjugés ; selon lui, on sent dans cette mosquée qu'il y a un Dieu, un Esprit, ou l'Intelligible qui rayonne, car toutes les religions sont porteuses de Paix. Le sénateur évoque le combat d'Etienne Dolet en faveur de la liberté de pensée au XVIème siècle ; il se trouve que la loge Etienne Dolet du Grand Orient fut à la pointe du combat laïque au début du XXème siècle, mais peu importe si l'intervention politique du sénateur viole la loi de 1905, car il semble avoir une conception très accommodante sur ces questions : pour lui, les civilisations évoluent, mais elles doivent garder en elles la force des religions. Il rappelle que le radicalisme est une tentation, mais qu'il faut lutter tous ensemble contre lui et vous le faites magnifiquement (sic). **Vous avez démontré que votre religion est compatible avec la laïcité, et je vous en remercie en tant que parlementaire (sic).**

Etrangement, Jean-Pierre Sueur a été très sobre le lendemain sur son facebook :

« [Jean-Pierre Sueur](#)

Orléans. Ce matin, j'ai participé à la conférence sur « Islam, laïcité et coexistence pacifique », organisée par l'Union des mosquées de France et de la région Centre-Val de Loire, à la mosquée Anmour, à La Source. Les discours ont montré la compatibilité de la laïcité avec l'Islam et ont dénoncé la « radicalisation ». »

Mais le lendemain, Soufiane SANKHON s'est félicité de sa participation en s'en prenant sur sa page facebook, à tous ceux qui ont « *la laïcité plein la bouche* », car on a toujours besoin d'un ennemi imaginaire lorsqu'on prône la paix, la tolérance et l'amour...

« [Soufiane Sankhon](#)

Quand les acteurs de l'Islam traitent le principe d'une coexistence laïque. Journée de conférences très intéressante, hier dans les murs de la mosquée Anmour à Orléans la Source, sur le thème "Islam, laïcité et coexistence pacifique" en lien avec l'AMF. La présence d'intervenants de très haut niveau fut très appréciable. Il y a juste à regretter que ceux qui, tout comme les médias d'ailleurs, ont de la laïcité plein la bouche ne soient pas venus entendre les messages de paix, liberté, solidarité, tolérance et amour, et échanger à l'occasion des débats. Bravo pour cette initiative. A renouveler ? »

Et pourtant, le visionnage de cette conférence est une véritable épreuve pour tous les amoureux de la culture arabo-islamique. Comment admettre qu'une Histoire et une Civilisation aussi riches en œuvres de toutes natures soient défigurées par des exposés aussi médiocres et ouvertement fallacieux ? Comment peut-on prôner l'ouverture et le débat, en s'appuyant sur des discours de ce type, qui prétendent que la parole de Dieu a par avance répondu à tout ? Pourquoi les élus de la République se prêtent-ils à ce type de comédie, mêlant un salafisme de bande dessinée à des revendications politiques et communautaristes clairement exprimées dans un lieu de culte ? On pourrait penser que ceci révèle le paternalisme et la bienveillance extrême de nos élus, mais deux autres hypothèses semblent plus vraisemblables :

- Selon la **première hypothèse**, le soutien au discours islamiste sert à acheter la paix sociale dans les quartiers de relégation afin d'y limiter la délinquance et l'attrait du terrorisme djihadiste, avec pour conséquence **l'organisation de la partition ethno-culturelle** : ainsi, la Source pourrait vivre en paix sous la férule des islamistes chargés de la « coexistence pacifique » des différentes nationalités et religions.

- Selon la **seconde hypothèse**, il y aurait **une sorte d'alliance politique entre des forces « progressistes » et des forces islamistes** en vue des prochaines échéances électorales, nouée, en connaissance de cause par certains élus de la République : ils désirent intégrer sur leurs listes et dans leurs programmes des gages offerts aux islamistes, comme on l'a vu auparavant en Seine-Saint-Denis. **Et, bien entendu, comme l'actualité nous le rappelle, se soumettre à l'islamisme, c'est renforcer nécessairement l'antisémitisme.**

L'avenir dira si nous nous dirigeons vers Charybde ou bien Scylla. Mais nos concitoyens ont le droit de savoir ce qui se passe actuellement dans notre Métropole. **C'est pourquoi nous demandons à tous nos adhérents et sympathisants de diffuser largement autour d'eux ce Bulletin.** Enfin, nous demandons à tous ceux qui ont des connaissances juridiques de nous aider à clarifier cette question : **quels sont les recours dont disposent les citoyens face à de telles violations de la loi du 9 décembre 1905, article 26 ?**

*

Pour préparer les Elections Européennes, VRO45 met en chantier un guide citoyen



Le Parlement de Strasbourg, paquebot immobile sur les bords de L'Ill

Dans toute l'Europe, les listes des principaux partis utilisent généralement une méthode qui a fait ses preuves pour collecter des suffrages : se définir de manière tout à la fois raisonnable et lyrique et, en même temps, classer les adversaires dans le camp de la déraison et du mal, de manière à enfermer les électeurs dans un choix simple entre l'ombre et la lumière, sans prendre trop d'engagements précis. Quatre grands courants se dessinent au plan européen pour les élections du 26 mai 2019 :

- Pour les listes « souverainistes » ou « populistes », s'appuyant sur la crise migratoire des dernières années, le choix est entre *les patriotes* et *les mondialistes*, et les priorités sont la souveraineté nationale et le contrôle de l'immigration, qui sont mis au premier plan dans tous les débats.

- Pour les listes « écologistes et de gauche », la mère des batailles est l'impératif climatique et environnemental, combiné à des politiques sociales actives et *favorables à la diversité*, de façon plus ou moins coordonnée au niveau européen.

- Pour les listes des « progressistes libéraux », la croissance du PIB est le maître mot pour l'avenir, qui implique selon eux tout à la fois une concurrence *libre et non faussée* conforme au traité de Lisbonne (à l'intérieur de l'UE comme vis-à-vis de l'extérieur) et une intégration européenne renforcée.

- Pour les listes des « conservateurs libéraux », il faut mettre un bémol à ces politiques ultra-libérales, et laisser une *autonomie raisonnable* aux Etats nationaux afin de les laisser respirer et ainsi calmer les ardeurs souverainistes d'une partie de leur électorat.

Il faut s'attendre, dans toute l'Europe, à des combats idéologiques plus ardents que par le passé, et donc une mise en sourdine des questions complexes car elles risqueraient d'affaiblir la vigueur des messages simples qui seront délivrés.

Le sujet épineux de l'islamisme politique ne pourra être totalement évité. Mais il risque d'être évoqué de façon superficielle : les courants souverainistes en font souvent un croquemitaine absolu sans guère offrir de solution ; les courants écologistes et de gauche ont cultivé de longue date des liens avec ces mouvements, qui les paralysent ; les courants libéraux cherchent à capter les électorats musulmans en faisant des concessions discrètes aux islamistes politiques, notamment en les aidant à développer l'éducation islamiste et *l'islam de marché*. Nous voulons pour notre part **éclairer nos concitoyens**. Le futur « **livret citoyen** » devra traiter ces questions simplement et éclaircir notamment les liens des mouvements islamistes avec les Institutions Européennes (Parlement et Commission). **Nous appelons nos adhérents et nos sympathisants à adresser leurs contributions sur la boîte mail du secrétariat de VRO45.**

*

.....et TOUS à VENDOME le 15 mars

Nous n'avons pas oublié le carillon de Vendôme qui sonnait au XV^{ème} siècle la résistance

« contre l'anglais » :

« *Mes amis,*

Que reste-t-il

A ce dauphin si gentil ?

Orléans, Beaugency,

Notre-Dame de Cléry,

Vendôme, Vendôme ! »

et aujourd'hui nos amis du Comité Vendômois sont à la pointe du combat pour la laïcité depuis23 ans

21^{ème} Conférence débat
du Comité Vendômois de la Laïcité

avec Jean-Pierre SAKOUN
Président du Comité Laïcité République

**POURQUOI FAUT-IL
S'OPPOSER À TOUTE
MODIFICATION DE LA
LOI DE 1905?**

vendredi 15 mars 19h
Porte-Saint-Georges Vendôme
entrée libre

<https://www.facebook.com/CVDLLAICITE/>

et pour signer la pétition impulsée par le COMITE LAICITE REPUBLIQUE :
<http://www.laicite-republique.org/appel-des-113-nous-nous-opposons-aux-modifications-de-la-loi-de-1905-collectif.html>